

**Paris 2024 - Réponse de M.
Édouard Philippe, Premier
ministre, à une question d'actualité
à l'Assemblée nationale
(Paris, 02 août 2017)**

Monsieur le Député,

Vous avez raison de souligner la série de bonnes nouvelles ayant émaillé l'actualité récente s'agissant de la future attribution des Jeux olympiques. Je ne voudrais pas doucher l'ambiance, mais, même si ces bonnes nouvelles se sont succédé, il convient de rester, en cette matière comme dans toutes les autres, un peu prudent. Tant que ce n'est pas fait, ce n'est pas fait !

(...)

Je constate en tout cas que certains députés soutiennent la candidature de Paris avec enthousiasme. Si donc, nous avons à nous réjouir demain, nous le devrions à ceux qui, très tôt, ont cru en l'opportunité et aux chances de la candidature de Paris. Au premier rang de ceux-là figurent les sportifs, dont je veux souligner le rôle. Cette candidature a été initiée, portée et encouragée par le milieu sportif. Il est important de rendre au milieu sportif ce qu'il a donné.

Cette candidature a également été portée par des élus, de tous les horizons politiques, et par plusieurs présidents de la République ; je veux saluer, outre le rôle éminent joué par Mme la maire de Paris, celui, fondamental, joué par les présidents Sarkozy, Hollande et Macron.

Mesdames et Messieurs les Députés, cet esprit de rassemblement est d'autant plus simple à assumer qu'il est l'esprit même des Jeux olympiques, celui de rassembler ceux qui veulent participer à un événement qui n'est pas que sportif.

Si nous obtenons dans quelques semaines à Lima la bonne nouvelle que nous espérons, la France devra porter cette responsabilité insigne d'organiser des Jeux au coût maîtrisé, à la sécurité assurée et à l'héritage durable. Ils devront montrer qui nous sommes et comment la France accueille. Nous avons une tradition d'organisation de grands événements sportifs ou non sportifs, qu'il faudra mettre en avant. Nous devons organiser des Jeux joyeux et amicaux, mettant en avant l'ensemble des dimensions du sport, notamment les épreuves disputées par les athlètes en situation de handicap.

Ce défi extraordinaire exigera, le moment venu, des décisions de la part de l'État en matière d'organisation et d'aménagement. Mme la ministre des sports et moi-même, ainsi que

l'ensemble du gouvernement, aurons l'occasion de préciser, après la bonne nouvelle, l'ensemble des décisions qui devront être prises./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)